



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 09/2021 – 4

OBJET : BUDGET PRINCIPAL

Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : répartition du reversement entre l'EPCI et ses communes membres pour 2021

L'An deux mille vingt et un et le vingt-huit du mois de septembre (28.09.2021) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 22 septembre 2021, s'est assemblé à la salle des fêtes de La Ville Dieux du Temple, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. LOPEZ Romain, 2ème Vice-Président (à partir de la délibération n°1)
Mme FORNERIS Dominique, 3ème Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4ème Vice-Président
M. BOUCHÉ Bernard, 6ème Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7ème Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9ème Vice-Présidente
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué (à partir de la délibération n°4)

M. CRUBILÉ Jean-Luc - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°13) - M. Ferval Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PAYSSOT Céline - M. EIDESHEIM David - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - M. THIERS Jean-Christophe - Mme SCHATTEL Danièle - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - M. BOUSQUET Franck - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. BESIERS Jean-Philippe, 1er Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5ème Vice-Présidente
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°12)
M. REMIA Alex
M. BON Philippe
M. ACHCHTOUI Soufiane
Mme CAVALIÉ Marie

a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à M.T. VISSIERES-DELVOLVE
est représenté par Olivier SEVEGNES
a donné procuration à Michelle MOREL
a donné procuration à Jeanine BAJON-ARNAL
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Stéphanie GAYET
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS EXCUSES :

M. LAFONT Hubert, 8ème Vice-Président
M. DUPUY Guy

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSSENS Christiane
M. LABORIE Michel
M. PAILLAS Alain
Mme LAFFINEUR Nicole
M. USSEGLIO Philippe

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Martine CAVERZAN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2019-05-06-001 en date du 6 mai 2019 portant modification n° 3 des statuts de la Communauté de communes Terres des Confluences ;

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) a été mis en place en 2012. Le FPIC est un mécanisme de péréquation horizontale qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

L'ensemble intercommunal, composé de la Communauté de Communes Terres des Confluences et des 22 communes membres, est bénéficiaire, en 2021, à hauteur de **1 329 965€** (contre 1.270.820 € en 2020, 1.196.237 € en 2019 et 1.214.075 € en 2018).

Le conseil communautaire peut procéder à une répartition alternative du reversement dans un délai de deux mois à compter de la circulaire préfectorale.

Trois modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres sont donc possibles :

- **Conserver la répartition dite « de droit commun »**

Dans ce cas, aucune délibération n'est nécessaire.

- **Opter pour une répartition dérogatoire n° 1 « à la majorité des 2/3 »**

Cette répartition doit être adoptée à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la circulaire.

Les communes membres n'ont pas à délibérer.

Cette répartition permet de s'écarter de la répartition de droit commun du prélèvement ou du reversement entre l'EPCI, d'une part, et les communes membres, d'autre part, sans pouvoir s'écarter de plus de 30 % par rapport à la répartition initiale. L'organe délibérant de l'EPCI peut également décider à la majorité des deux tiers de faire varier les prélèvements ou les versements des communes en fonction de critères fixés par la loi (revenu, potentiel fiscal ou financier, population) et, si besoin, d'autres critères décidés au niveau local. Là encore, cette répartition décidée à la majorité des deux tiers ne peut avoir pour effet de majorer le prélèvement d'une commune de plus de 30% ou de minorer le reversement d'une commune de plus de 30 % par rapport à la répartition initiale.

- **Opter pour une répartition n° 2 « dérogatoire libre ».**

Dans ce cas, la répartition est définie librement suivant les propres critères de l'EPCI.

Aucune règle particulière n'est prescrite.

Pour cela, l'organe délibérant de l'EPCI doit :

✓ Soit délibérer à l'unanimité dans un délai de deux mois suivant la date de parution de la circulaire ;

✓ Soit délibérer à la majorité des deux tiers dans un délai de deux mois suivant la date de parution de la circulaire mais avec l'accord de l'ensemble des conseils municipaux exprimé dans un délai de deux mois suivant la notification de la délibération du conseil communautaire. A défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés avoir approuvé la décision du conseil communautaire.

S'il n'était pas satisfait à l'ensemble de ces conditions, la répartition de droit commun serait appliquée.

Lors du Rapport d'orientations budgétaires, il a été fait le choix d'opter pour la répartition dérogatoire n° 1 « à la majorité des 2/3 ». Cette hypothèse a été retenue lors de la construction du budget 2021.

AR Prefecture

082-200066322-20211004-DEL0920214-DE

Reçu le 04/10/2021

Publié le 04/10/2021

Vu l'avis de la commission communautaire Finances et actions de mutualisation et de coopération en date du 13 septembre 2021 sur la répartition dérogatoire n°1 à la majorité des 2/3, limite + 30 %. Le montant du FPIC de 1.329.965 € est donc ventilé à hauteur de 928.288 € aux communes et à 401.677 € à la Communauté de communes ;

Anciennes CC	COMMUNES	Montant FPIC dérogatoire 2020	1. Répartition droit commun	2. Répartition dérogatoire 1 "à la majorité des 2/3" Limite -30%	2. Répartition dérogatoire 1 "à la majorité des 2/3" Limite +30%	Comparatif 2021 / 2020
TERRES DE CONFLUENCES	BOUDOU	19 802	27 796	30 320	25 272	+ 5 470
	CASTELSARRASIN	204 442	248 372	270 922	225 822	+ 21 380
	DURFORT-LACAPELETTE	24 746	36 070	39 345	32 795	+ 8 049
	LIZAC	13 704	21 328	23 264	19 392	+ 5 688
	MOISSAC	194 246	260 052	283 662	236 442	+ 42 196
	MONTESQUIEU	21 854	34 266	37 377	31 155	+ 9 301
SÈRE GARONNE GIMONE	ANGEVILLE	6 648	9 660	10 537	8 783	+ 2 135
	CASTELFERRUS	11 422	17 448	19 032	15 864	+ 4 442
	CASTELMAYRAN	33 428	47 447	51 755	43 139	+ 9 711
	CAUMONT	9 023	12 123	13 224	11 022	+ 1 999
	CORDES-TOLOSANNES	8 548	11 543	12 591	10 495	+ 1 947
	COUTURES	3 238	4 918	5 365	4 471	+ 1 233
	FAJOLLES	2 878	4 236	4 621	3 851	+ 973
	GARGANVILLAR	21 137	28 124	30 677	25 571	+ 4 434
	LABOURGADE	4 870	6 533	7 126	5 940	+ 1 070
	LAFITTE	8 042	10 131	11 051	9 211	+ 1 169
	MONTAIN	2 982	3 595	3 921	3 269	+ 287
	SAINT-AIGNAN	10 153	12 748	13 905	11 591	+ 1 438
	SAINT ARROUMEX	4 062	4 874	5 317	4 431	+ 369
	SAINT-NICOLAS-DE-LA- GRAVE	40 182	56 151	61 249	51 053	+ 10 871
	VILLE-DIEU-DU-TEMPLE	91 232	115 791	126 304	105 278	+ 14 046
	SAINT-PORQUIER	40 570	47 777	52 115	43 439	+ 2 869
SOUS TOTAL	Part revenant aux communes	777 209	1 020 983	1 113 678	928 288	+ 151 079 €
	Part revenant à la Communauté de Communes	493 611	308 982	216 287	401 677	- 91 934 €
Montant total		1 270 820	1 329 965	1 329 965	1 329 965	
Différence CC / 2020			- 184 629	- 277 324	- 91 934	

Le choix de cette répartition permet de faire un gain total au profit des communes de 151.079 €.

Vu l'avis de la conférence des maires du 21 septembre 2021 ;

Le Conseil Communautaire :

- **approuve** la répartition dérogatoire n° 1 à la majorité des 2/3, limitée + 30 %, selon le tableau ci-dessus ;
- **autorise** le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Préfecture le : 04/10/2021
Publication le : 04/10/2021
Notification le :

LE PRESIDENT,

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 47

Votants : 55

Adoptée à l'unanimité des votants